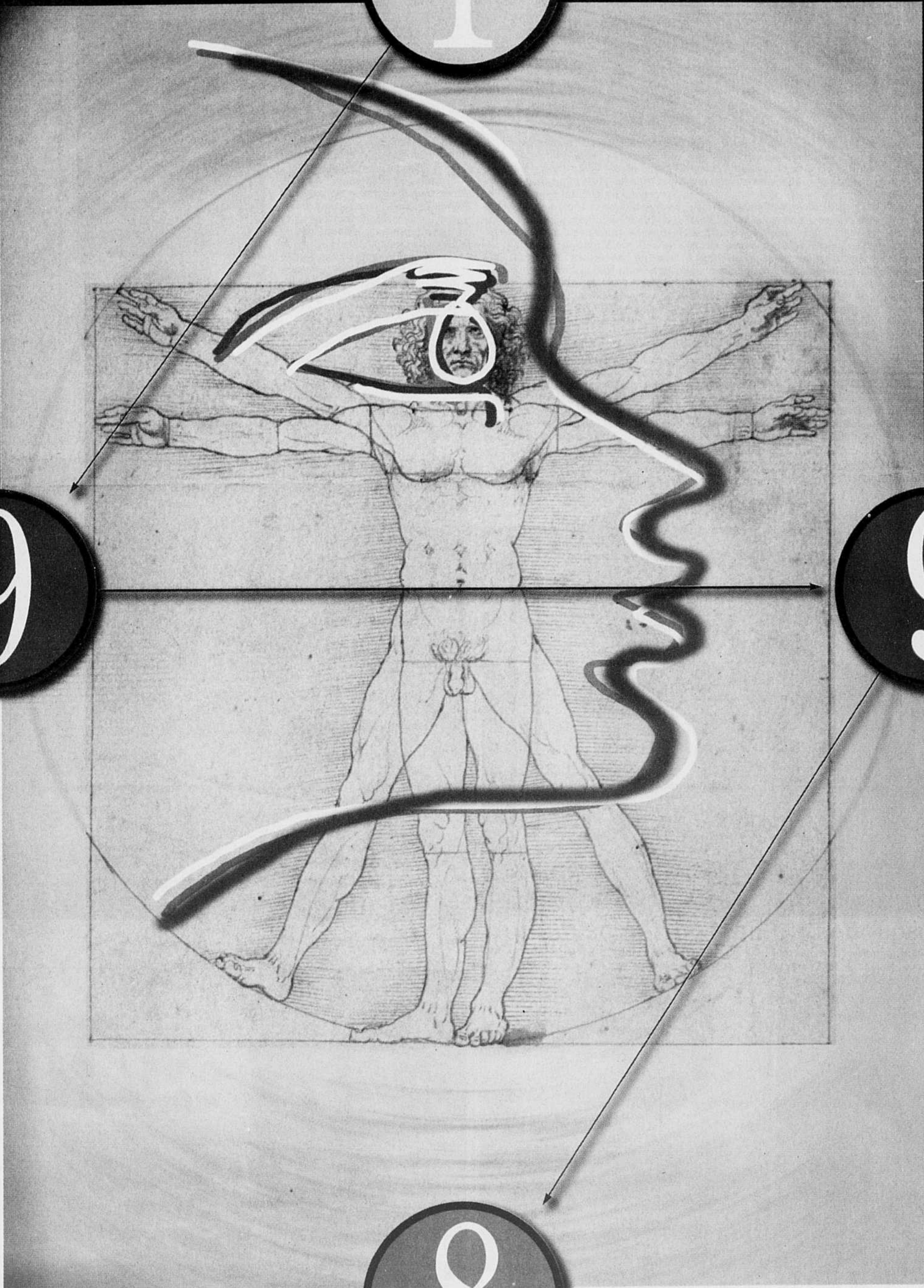


Les entretiens Jacques Cartier

1



9

9

8

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Un sommet euro-américain

Conçus il y a onze ans sur l'axe Lyon-Québec, les Entretiens Jacques Cartier s'internationalisent rapidement

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

Les Entretiens Jacques Cartier? Malgré onze années d'existence, on se questionne encore à leur propos, tant à Lyon qu'à Montréal où ils se tiennent une année sur quatre. La «deuxième ville de France» accueille les Entretiens les trois autres années, et c'est là qu'ils ont été conçus par l'énergique professeur et homme public Alain Bideau, véritable amoureux du Québec.

On pourrait, d'une certaine façon, comparer les Entretiens à une sorte de petit congrès de l'ACFAS. Car il s'agit en fait d'un ensemble de colloques — seize cette année — portant sur les sujets les plus divers, allant de la biosécurité au mécénat, en passant par le multiculturalisme. Colloques où sont intervenus cette fois-ci un demi-millier de scientifiques, d'artistes, d'experts, de politiques.

On a également déjà comparé les Entretiens Jacques Cartier, mini-sommet «d'élites», avec le World Economic Forum, fête des élites mondialisées qui se tient à Davos, en Suisse. Légitime, le rapprochement doit cependant être nuancé: plus modestes quant à leur taille, les Entretiens, organisés grâce à un budget de quatre millions de francs (environ un million de dollars), débordent toutefois les questions économiques; bien que leur axe politique soit, depuis le début, les relations Québec-France.

Malgré l'absence de représentants africains francophones, les participants, cette année, provenaient de vingt-cinq pays. Le docteur Charles Mérieux, célèbre patriarche de l'industrie pharmaceutique à Lyon, président de la Fondation Mérieux et président d'honneur du Centre Jacques Cartier, affirmait même au journal *Lyon-Capitale* que les Entretiens «sont devenus plus américains que québécois. C'était Lyon-Québec au départ; c'est devenu euro-américain».

Des représentants de vingt-cinq pays, donc, se sont rendus à Lyon en ce début de décembre 1998. Et si, dans le passé, quelques partici-



Le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, s'entretient avec Daniel Turp du Bloc québécois.

pants québécois avaient critiqué l'improvisation de certains colloques, on peut croire que l'événement de cette année ne les aura probablement pas déçus.

La diversité des thèmes et des sujets était au rendez-vous, savant dosage de sciences «dures» et «molles». Des chercheurs, des politiques (beaucoup moins que par le passé, ce qui a déçu et inquiété les uns, mais réjoui les autres), dont les maires de Montréal et de Québec, et des praticiens de toutes tendances. Quelques vedettes, comme Stéphane Hessel, diplomate qui a participé à la rédaction de la charte des droits universels, ou Joe McCormick, spécialiste des virus, dont la vie incroyable a inspiré un livre et le film *Alerte*. Des assistances visiblement plus nombreuses que celles de l'an dernier.

En marge des colloques officiels, un débat «off», informel, portant sur

«la richesse et la pauvreté au prochain siècle». De la culture, aussi, au grand plaisir de Lorraine Pintal, directrice du TNM et participante appréciée à un colloque sur le mécénat. Un concert triomphal d'I Musici devant 2500 personnes («trois rappels», insiste le commissaire de la Ville de Montréal, Normand Biron, un habitué des Entretiens). Notons enfin l'exposition de cinq designers québécois.

Les textes de ce cahier, par la force des choses, ne rendent compte que d'une partie seulement des multiples activités et discussions de haut niveau de cette onzième édition des Entretiens Jacques Cartier. Entre autres, le revampement d'un vieux «muséum» lyonnais d'histoire naturelle a fait l'objet d'un beau débat, ancré dans un cas concret, sur la muséologie à notre époque. Incidemment, une proposition de Michel

Côté et Roland Arpin, grands manitous du Musée de la civilisation du Québec, était au cœur du débat.

Le colloque économique de cette année, intitulé *Carrefour technologique France-Québec*, a pour sa part donné lieu à des discussions franches entre entrepreneurs et gestionnaires de fonds, entre investisseurs et inventeurs. Une cinquantaine de Québécois, dont des dirigeants d'entreprises telles Hydro-Québec, la Caisse de dépôt, Bell, le Fonds de solidarité, y rencontraient 90 représentants français.

Sous le feu des projecteurs, notons la création à Lyon d'un laboratoire de type P4, sorte de prison à haute sécurité pour étudier les virus, ces tueurs en série. Ce fut l'occasion de tenir une réflexion large sur des sujets techniques comme le mode de construction de ces laboratoires peu communs (il y en a cinq seulement au

monde), mais aussi sur le retour de



Le maire de Lyon, l'ancien premier ministre Raymond Barre, en compagnie de Michel Mercier, président du Conseil général du Rhône.



Pierre Bourque, maire de Montréal

maladies que l'on croyait éliminées, comme la tuberculose, et enfin sur le danger du bioterrorisme.

D'autres aspects de l'événement sont abordés dans ce cahier spécial. Pour ceux qui commencent à attraper la piqure, une bonne nouvelle: en 2000, c'est à Montréal qu'aura lieu, pour une quatrième fois, les Entretiens Jacques Cartier.

ENTRETIENS

CE CAHIER SPÉCIAL EST
PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Coordination
LOUISE MARIE HOULE
Collaboration
CHRISTIAN RIOUX
ANTOINE ROBITAILLE
Couverture (design)
CHRISTIAN TIFFET
(photomontage)
CHRISTIAN VIEN
Révision
DENIS DESJARDINS
MICHÈLE MALENFANT
Publicité (coordination)
DANIEL BARBEAU
Représentante
MARLENE CÔTE
Maquette
MICHELINE TURGEON

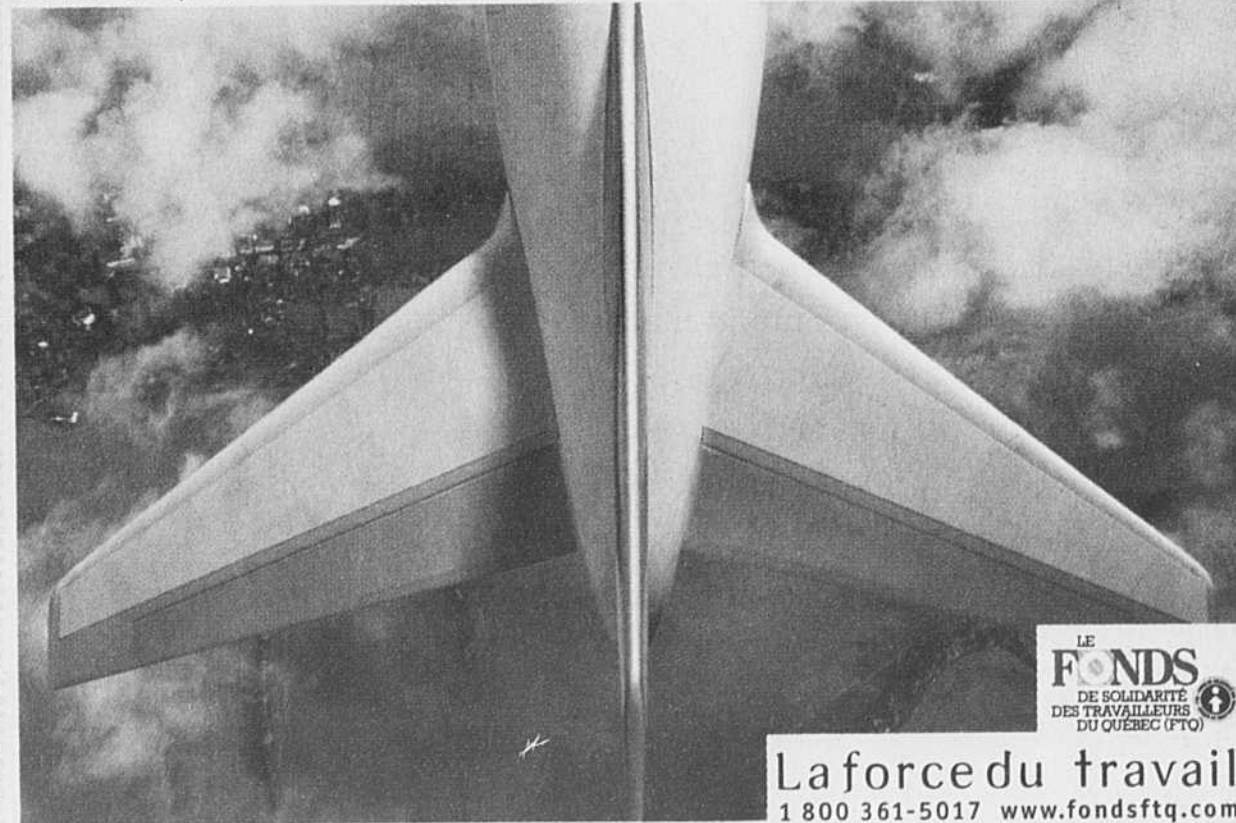
2050, rue de Bleury, 9^e étage,
Montréal (Québec) H3A 3M9.
Tel.: (514) 985-3333

FAIS CE QUE DOIS



Imaginez jusqu'où votre entreprise peut aller.

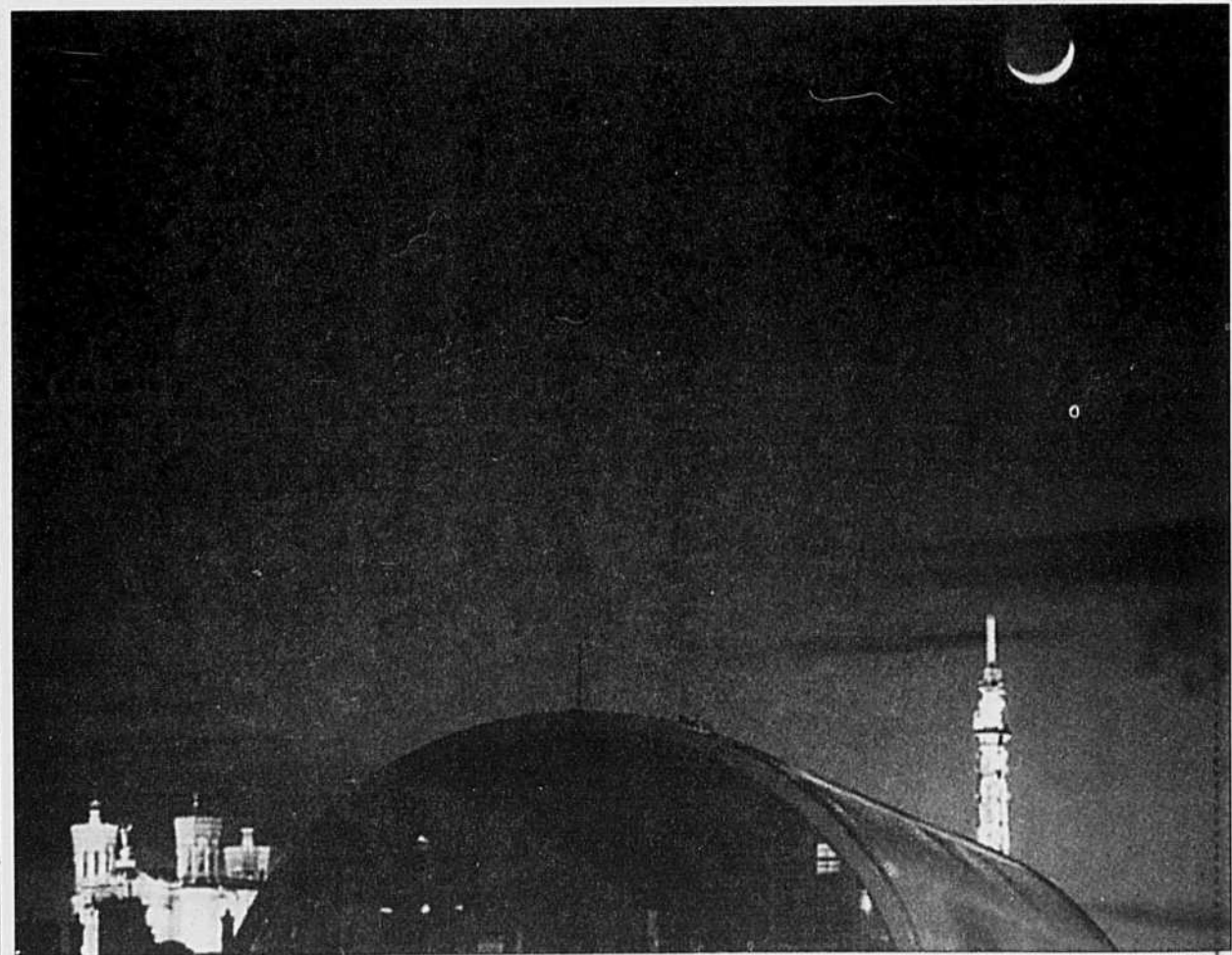
Le Fonds de solidarité (FTQ) est un partenaire financier solide qui, en plus de contribuer à la croissance de votre entreprise, est un outil majeur de développement dans tous les secteurs de l'économie québécoise.



LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

La force du travail
1 800 361-5017 www.fondsftq.com

Partenaire du Carrefour technologique Québec-France tenu dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier - 1998.



Vue nocturne de la ville de Lyon



D'ici l'an 2000, d'importants chantiers de réfection paralyseront la circulation au centre-ville de Lyon.

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

L'initiateur des Entretiens

Alain Bideau, un fervent du Québec,
fondait en 1984 le Centre Jacques Cartier de Lyon

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

Alain Bideau a-t-il vraiment besoin de présentation? Dans plusieurs milieux québécois, on ne se demande plus qui il connaît, mais qui il ne connaît pas. Car depuis qu'il a fondé le Centre Jacques Cartier, en 1984, et depuis les premiers Entretiens, en 1987, ce démographe, chercheur au CNRS, a développé ici un réseau de contacts impressionnants qui couvre toutes les dimensions du spectre idéologique.

Si les Entretiens, dans leurs années les plus politiques, ressemblaient à une visite de quelque Equipe-Québec, encore cette année, c'est 160 Québécois qui se sont rendus à Lyon, dont beaucoup de gens d'affaires et de chercheurs... les ministres en moins. «C'est à cause de la campagne électorale», explique Alain Bideau. Et je vous fais remarquer que le maire Bourque, un habitué des Entretiens, est tout de même venu célébrer sa réélection à Lyon! Et préparer les Entretiens de l'an 2000 qui auront lieu à Montréal.

M. Bideau n'est pas d'accord avec l'insinuation selon laquelle les Entretiens attirent toujours les mêmes personnes, année après année. «Les habitués, c'est une infime partie, même pas 5%. Il y a un renouvellement constant des participants, et je voudrais élargir davantage dans les prochaines années en ouvrant sur les générations qui feront la France et le Québec du prochain siècle.»

Chargé des relations internationales et de la Francophonie de 1993 à 1995, sous Balladur, au cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Alain Bideau a été élu au conseil de la ville de Lyon il y a trois ans. Depuis février 1997, lui qui était déjà adjoint aux travaux publics seconde le maire de Lyon, Raymond Barre, en tant qu'adjoint chargé des sports (les adjoints sont des sortes de «ministres» municipaux).

Gérard Angel, reporter politique au journal *Le Progrès*, a déjà écrit que «Bideau est adjoint de tout». Le principal intéressé rétorque: «Lorsqu'on est adjoint des marchés publics, on est forcé de mettre son nez partout; on s'occu-



Alain Bideau, directeur du Centre Jacques Cartier et créateur des Entretiens

ANTOINE ROBITAILLE

pe de toutes les constructions, de la crèche à l'opéra.»

L'énergique personnage préside en plus le Conseil d'administration de la Halle Tony Garnier (salle de 17 000 places), et siège aux conseils d'administration de deux hôpitaux. Cet amateur de «cigares, de bonne chère et de grandes envolées» (dixit Lyon Capitale) trouve le temps d'assister à au moins deux spectacles par semaine. Il est aussi président des Démographes de France. «C'est important, il faut que j'aie une vie intellectuelle!», lance ce grand voyageur, qui dit connaître les Amériques «de l'Alaska à la Terre de feu».

Alain Bideau a des ambitions et il ne s'en cache pas. Dans la création du Centre Jacques Cartier et des Entre-

tiens, il dit avoir été inspiré par l'envergure d'un Charles Mérioux — «un des grands Français du siècle» — qu'il rencontre souvent et qui est président d'honneur du Centre Jacques Cartier. Le grand industriel, bien enraciné à Lyon, organisait lui aussi de grands colloques internationaux à son domaine Les Pensières.

Mais plusieurs voient «l'adjoint de tout» lorgner carrément la mairie pour 2001. Selon un de ses collaborateurs de longue date de l'Université de Montréal, c'est vers les élections européennes qu'Alain Bideau regarderait.

En entrevue, il concède qu'être «maire d'une grande ville, c'est toujours très intéressant». Mais il insiste pour dire que la montée de la gauche, la di-

vision de la droite, le fait qu'il n'appartienne plus à aucun parti, et qu'il y ait déjà deux dauphins à Raymond Barre, ne lui donnent guère de chance. «Bien que, note-t-il au passage, il puisse se passer beaucoup de choses d'ici là», Alain Bideau a décidé d'opter pour une position de repli stratégique.

Comme il est de coutume dans les milieux politiques français, cela prend la forme d'un groupe de réflexion. Il annonce donc la création du club Pygmalion pour l'hiver prochain. On n'aurait pas été surpris que cet admirateur de «l'Amérique» s'inspire du modèle des think tanks, visant l'efficacité et le développement d'un discours séduisant plus que d'une réflexion authentique. Mais non, l'idée

d'Alain Bideau comporte plus de gratuité. «Mon modèle, ce sont les salons de l'ancien régime, où l'on pouvait consacrer du temps à la réflexion sans obligations de résultat. Je pense au poète Louise Labbé [1526-1566], la Belle Cordière, qui tenait à Lyon un salon de très grande qualité.»

Mais Alain Bideau a en quelque sorte déjà commencé à «tenir salon». En marge des colloques formels de Jacques Cartier, il organise depuis l'an dernier «les Entretiens du Centre Jacques Cartier off». Le principe est simple: cinq Québécois et cinq Français discutent une journée durant d'un thème particulier relié à la démographie, avec autant de Français et de Français. «C'est informel, on ne publie rien, mais on bous-

cule des idées reçues.»

L'an dernier, les vingt participants s'étaient amusés à tourner autour du seuil angoissant de la cinquantaine. Cette année, le thème *Richesse et Pauvreté dans le nouveau siècle*, une réflexion sur le contraste entre les babyboomers riches et leurs enfants vivant la précarité, a occupé entre autres les Roland Arpin, directeur général du Musée de la civilisation, Raymond Bachand, directeur du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec, Michel Nadeau, vice-président de la Caisse de dépôt, Yolande Cohen, professeure au département d'histoire de l'UQAM, et Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale au Sommet sur l'économie et l'emploi. Du côté français, même mélange de personnalités connues et d'intellectuels, dont Christian Boiron, des laboratoires Boiron, Xavier Elle, PDG du journal *Le Progrès*.

Au reste, avec son nouveau club «Pygmalion», notre homme en sera à sa quatrième création (une autre présidence en perspective) d'organisme de réflexion, après le Centre Jacques Cartier, les Entretiens et le Fonds Jacques-Cartier.

Parlant du Fonds, notons qu'Alain Bideau se réjouit de l'adhésion, le 8 décembre dernier, de deux partenaires québécois d'importance: la Chambre des notaires du Québec et le Fonds de solidarité de la FTQ, ce dernier s'étant engagé à verser 25 000 \$ sur trois ans.

Rappelons que le Fonds Jacques Cartier a été créé en 1991, à l'initiative du Centre Jacques Cartier, du Conseil général du Rhône, d'Hydro-Québec et du Mouvement Desjardins. Ces derniers y versent respectivement 25 000 \$ et 15 000 \$ par année.

Ces dernières années, le Fonds a financé plusieurs colloques des Entretiens, mais surtout des missions d'échanges d'expertise, notamment le jumelage entre le Musée de Pointe-à-Callière et le Musée de Saint-Romain-en-Gal; également la mission d'expertise, à Lyon, de Roland Arpin et de Michel Côté du Musée de la civilisation de Québec, dans le cadre de la restructuration du Muséum d'histoire naturelle de Lyon.

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC

est honoré de s'associer à cet événement majeur que représente la onzième édition des *Entretiens Jacques-Cartier*. Majeur par l'envergure qu'il a d'ores et déjà. Car les *Entretiens* ratissent large. S'il fallait définir un dénominateur commun à ces colloques simultanés, outre qu'ils se rattachent à cette coopération franco-québécoise en l'une de ses plus belles expressions, il faudrait parler de création.

Qu'est-ce, sinon la création, qui unit des champs d'étude aussi divers que le multiculturalisme, la citoyenneté, l'architecture et le transport urbain, le mécénat culturel, les capteurs de pollution, la sécurité en recherche et les nouvelles technologies de l'information, pour ne parler que des thèmes de cette année. Cette création, qu'on a parfois eu tendance à confiner à certaines sphères de l'activité humaine, n'est pas limitée.

Elle est tantôt scientifique, tantôt littéraire, tantôt technique. Elle façonne notre habitat. Elle marque les avancées en recherche politique et sociale ou en droit.

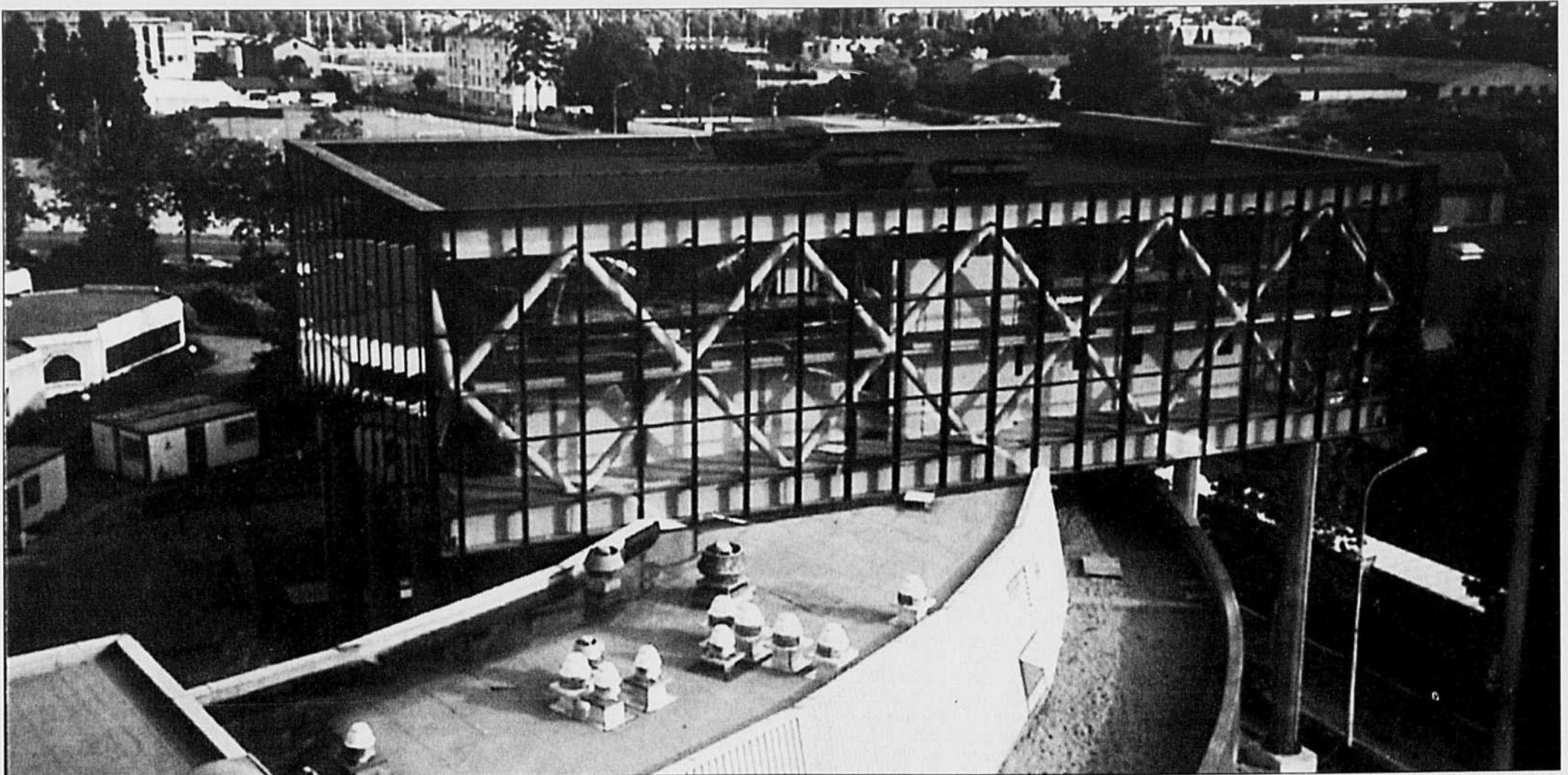
Le ministère salue aussi la grande rencontre sociale qui se superpose à cette fête de l'esprit. C'est dans l'échange que s'enrichissent les chercheurs de toutes disciplines et les *Entretiens* offrent un cadre qui allie stimulation et convivialité.

Les *Entretiens Jacques-Cartier* se sont rapidement imposés comme l'un des lieux d'échange de la pensée contemporaine. Ils démontrent qu'il est encore possible de tenir, dans un environnement francophone, une rencontre scientifique de haut niveau et que le français, langue de raison et de rigueur, permet d'accéder à la science contemporaine.



Relations internationales
Québec

♦ ENTRETIENS JACQUES CARTIER ♦



Pour le laboratoire de Lyon, on s'est inspiré de matériaux utilisés dans la construction de centrales nucléaires.

ANTOINE ROBITAILLE

Des prisons à virus

Le péril biologique moderne a rendu nécessaire la construction de laboratoires de type P4

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

Virus et maladies émergentes sont de redoutables tueurs en série, et les prisons où l'on doit les confiner pour étudier leur comportement et leur histoire — afin de créer des armes pour s'en protéger — doivent être des établissements à sécurité maximale. En dépend la santé des gens qui ont le courage de s'y attaquer; mais aussi le bien-être des quartiers et des pays où est installé ce type de géologie biologique, les laboratoires «de type Protection 4», qui représentent le plus haut degré de «biosécurité» actuellement atteint.

«Avec les antibiotiques et les vaccins, on a cru que les maladies infectieuses étaient des mauvais souvenirs du passé. Ce n'est plus le cas», dit Lee Thompson, qui dirige le laboratoire P4 de Winnipeg.

Le sida, la tuberculose multirésistante, le typhus (réapparu au Portugal récemment), la grippe du poulet, l'Hantavirus, la bactérie mangeuse de chair, la fièvre de lassa et l'Ebola... autant de maladies qui réapparaissent pour de multiples raisons. Les gens voyagent de plus en plus; il y a des changements écologiques comme la destruction des forêts amazoniennes; il y a le réchauffement global, les migrations d'insectes, le mésusage des antibiotiques. D'importantes populations humaines sont de plus en plus immunodéficientes, telles les personnes en chimiothérapie.

Le retour des fantômes biolo-

giques a rendu nécessaire, ces dernières décennies, la construction de laboratoires de type P4, à Atlanta, Johannesburg, Winnipeg, et enfin à Lyon. L'inauguration prochaine du nouvel équipement lyonnais fut l'occasion, pour une centaine de scientifiques des quatre coins de la planète, lors des Entretiens du Centre Jacques Cartier, de tenter de «renouveler les conceptions de ces enceintes, de proposer des idées nouvelles d'organisation et de conforter ou de remettre en question les concepts courants dans ces secteurs». On y a comparé, pour s'attarder à un aspect relativement simple, les méthodes de construction.

Pour le labo de Lyon, «le choix a été de s'inspirer de matériaux qui interviennent dans la construction des centrales nucléaires et des méthodes d'étanchéisation des avions. On a donc misé sur la souplesse et la légèreté des matériaux et des joints», explique Jacques Grange, directeur technique du P4 de Lyon. À Atlanta avait prévalu une construction du type «blockhaus». «Or, on s'est rendu compte qu'il y a des risques importants de fissures, les constructions bougeant toujours plus qu'on pense», note Grange. De toute façon, le doublement, voire le triplement des différents systèmes de protection est la règle dans ces bâtisses.

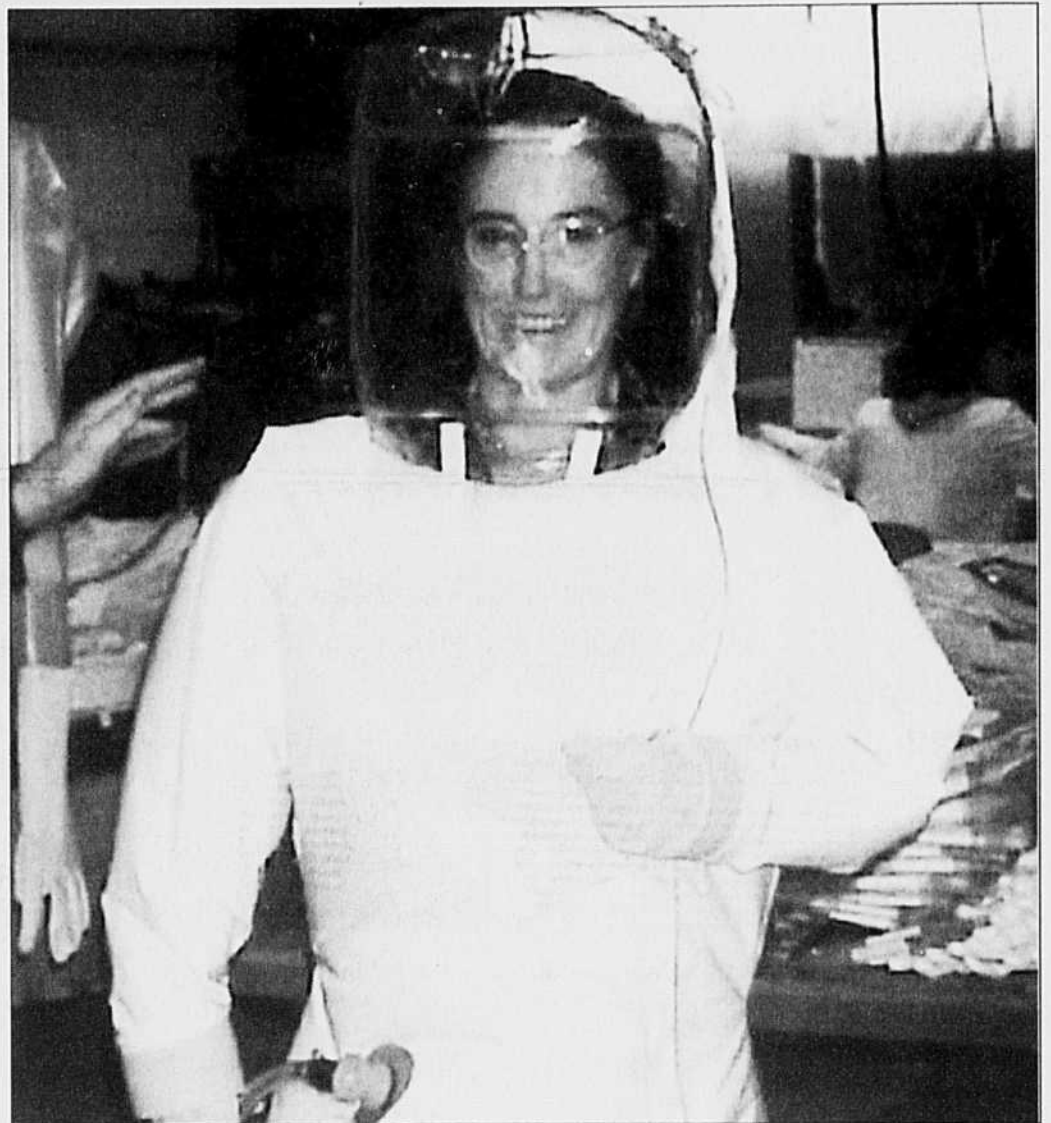
Quant à celui de Winnipeg, Lee Thompson affirme que «le laboratoire est différent des autres, mais intègre des éléments de rigidité et de souplesse. Les Canadiens peuvent dormir tranquilles, ajoutez-il, le P4 de Winnipeg est un des labos qui ont

été le plus testés». Selon Susan Fisher-Hosh, directrice du labo de Lyon, qui recevra ses premières souches de virus au début 1999, «c'est le laboratoire de ce type le plus moderne au monde».

Mais que fait-on exactement dans un P4? On y conserve, pour les étudier, les virus et les bactéries les plus redoutés de la terre, afin de les étudier. De la terre? Pas uniquement. Jacques Grange fait remarquer que «le permajrost de Mars, qui sera ramené en 2004 par une mission spatiale, sera manipulé en P4»; ce qui expliquait du reste la présence de représentants de la NASA aux Entretiens.

Le P4 peut donc accueillir, à tout moment et en toute sécurité, n'importe quelle substance ou pathogène douteux, même complètement inconnu, contre lequel il n'existe encore aucun remède.

Etant donné la nouveauté de la chose, les réglementations ne sont pas encore toutes définies quant aux règles d'importation des virus les plus dangereux au monde. Un journaliste du *Quotidien des médecins* faisait remarquer, il y a quelques mois, que «nombre d'activités bien plus anodines nécessitent maintes autorisations ainsi qu'une procédure d'enquête publique en bonne et due forme». D'où les propositions très strictes qui ont été faites au colloque par Patrice Binder, médecin en chef des armées de France. Jacques Grange conclut: «Certains ont pris cela pour une brimade. Mais la sécurité, c'est tout ce qui compte avec des substances comme celles-ci.»



Susan Fisher-Hosh, directrice du laboratoire P4 de Lyon

«Le danger du bioterrorisme est bien réel»

Joseph McCormick a longuement enquêté sur le sida en Afrique et est considéré comme un des plus grands spécialistes au monde des fièvres de lassa et Ebola. Américain, il a été officier de l'Epidemic Intelligence Service et occupe présentement le poste de chef de l'unité d'épidémiologie de l'institut Pasteur à Paris. Les enquêtes épidémiologiques de McCormick et de sa femme Susan Fischer-Hoch, qui dirige le nouveau laboratoire P4 de Lyon, sont dignes d'un roman d'espionnage. Le couple a d'ailleurs consigné quelques récits dans un livre intitulé *Chasseurs de virus* (Presses de la Cité, 1997). *Le Devoir* a rencontré M. McCormick alors qu'il participait au colloque des entretiens du Centre Jacques Cartier portant sur les laboratoires de type P4.

— *Le Devoir*: Vos péripéties avec les virus, dont celui de l'Ebola, ont inspiré le film *Alerte!*

McCormick: Oui, Richard Preston a basé son livre (*Virus*) sur le travail que je faisais. Il m'a visité aussi. Une enquête épidémiologique n'est pas sans ressemblances avec une enquête criminelle. Le détective doit être à l'écoute de son intuition et rassembler ses preuves soigneusement.

— *Mais vous n'avez pas aimé le film Alerte, à ce qu'on dit.*

Trop fantastique, trop irréaliste, trop Hollywood!

Qu'est-ce qui était exagéré selon vous?

Toute l'idée que soudain, l'Ebola peut être transmis par voies aériennes. Il y a aussi cette idée que l'on puisse sauver le monde avec quelques millilitres de sérum d'un singe. C'est très romancé, irréaliste, exagé-

ré. Si l'on avait bien réfléchi, ça aurait été possible de trouver une façon très fiable de rendre compte de cette réalité tout en racontant une bonne histoire.

— *Trouvez-vous qu'il y a des craintes exagérées actuellement autour de ces études?*

Beaucoup de choses que l'on dit sur ces virus sont exagérées. Pensez à ce qu'on a prétendu à propos du sida! Je pense particulièrement à l'Ebola et à la fièvre de lassa, virus avec lesquels nous travaillons. L'idée que vous devez mettre des gens dans des bulles de plastique pour les traiter est ridicule. Ce n'est pas nécessaire. C'est mauvais pour le malade.

— *Oui, mais l'Ebola, c'est tout de même très virulent, non?*

Certes, mais la transmission n'est pas si facile. Il faut des partages de



Joseph McCormick, «l'Indiana Jones» du virus

seringue, de sang, d'excréments. Moi j'ai travaillé directement avec les malades de l'Ebola. D'autres personnes aussi. Ce qui me déçoit, c'est que pendant l'épidémie, plusieurs ont eu peur de toucher les malades. Ils n'ont même pas daigné prendre leur pression artérielle, à cause de peurs irraisonnées.

— *Et la sécurité maximale des laboratoires P4, trouvez-vous cela exagéré?*

Non, parce qu'on y fait des choses différentes. Il n'est pas question d'y soigner des malades, mais bien de fai-

re des recherches avec de très grandes quantités de virus, beaucoup plus concentrées que ce qu'on va rencontrer sur le terrain. On a besoin de ces laboratoires, parce que c'est le seul moyen de faire les «réactifs», de créer des vaccins, d'étudier en profondeur des virus. C'est pour cela que l'on a besoin d'une telle protection. Mais pour soigner les malades, non.

— *Parlez-moi de cas de bioterrorisme réels.*

Oui. C'est évident aujourd'hui. Mais les virus dont nous parlons ne sont actuellement pas envisagés comme des armes, on utilise plutôt les toxines.

— *Par exemple?*

Des botulismes ou d'autres toxines, ou le charbon, une bactérie qui produit une toxine très forte. C'est tout à fait un classique du bioterrorisme, de la guerre bactériologique. On a la preuve, par exemple, que les Russes ont beaucoup travaillé avec le charbon pour développer des armes.

— *Parlez-moi de cas de bioterrorisme récents.*

Les attentats au gaz sarin à Tokyo, par exemple, procédaient de cette logique. Il y a aussi toute l'histoire entre l'Iraq et l'Iran. Selon toutes les preuves que l'on possède, l'Iraq voulait mener une guerre bactériologique avec le charbon. Avec le pouvoir de la biologie moléculaire, aujourd'hui, qui sait s'il n'y a pas d'autres dangers que nous ignorons? C'est bien possible.

Antoine Robitaille

Une idée de Charles Mérieux

À Lyon, l'idée d'un labo à haute sécurité a germé dans la tête du patriarche Charles Mérieux, de la célèbre famille de producteurs de vaccins, dont le grand père Marcel a été l'ami apôlogétique de Pasteur. Le «P4», c'est la réalisation d'un grand rêve de Charles Mérieux, toujours infatigable à 92 ans, «un visionnaire exceptionnel», selon les mots du professeur Jacques Grange, chef de laboratoire au P4.

Assis dernière son grand bureau, dont la vue donne sur une superbe vieille église de Lyon, Charles Mérieux parle étonnamment vite et après avoir évoqué une «mission marquante au Canada, en 1945», et sa grande amitié avec le biologiste québécois Armand Frappier (les rapports entre Lyonnais et Montréalais ne sont pas d'hier), il pointe certains passages de son autobiographie, écrite en 1988 (*Virus Passion*, Robert Laffont). «Je revois Gerland [...] ce quartier que connaissent bien les Lyonnais [...] Il suffirait d'y construire ce fameux laboratoire de haute sécurité pour que Lyon devienne cette biocapitale dont je rêve depuis tant d'années.»

Il faut dire que des rêves d'envergure, Charles Mérieux n'en a jamais manqué. Homme d'affaires prospère, l'argent a toujours été pour lui un moyen d'accomplir. Initiateur d'interventions virologiques humanitaires lors de grandes épidémies en Afrique et en Amérique du sud, il dit avoir vécu «la virologie industrielle avec la même passion que [son] père l'épopée



Charles Mérieux

pasteurienne».

Dans cette perspective, le P4 est donc plus qu'un simple outil à la fine pointe de la technologie: c'est ce qui permettra, à Lyon, la continuation des grandes traditions médicales françaises. Nulle surprise que la fondation Marcel Mérieux ait décidé d'investir quelque 50 millions de francs dans sa construction. Un Américain dirait: «He put his money where his mouth was!» Il reste maintenant à assurer les frais de fonctionnement, qu'on dit énormes. Mais il semble qu'une solution ait été récemment trouvée.

Antoine Robitaille

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Carrefour économique

Des dirigeants d'entreprises québécoises et rhône-alpines échantent leurs vues sur le capital de risque

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

Malgré la mondialisation et la convergence des valeurs qui en découlent, les différences culturelles sont encore déterminantes dans les nouvelles pratiques d'affaires, notamment le capital de risque. C'est ce que les participants au Carrefour technologique Québec-France, le nouvel événement économique des Entretiens du Centre Jacques Cartier, ont pu constater.

Comme l'annonce l'expression, le capital de risque est un pari incertain. «Nous avons tous nos histoires d'horreur», confiait Raffy Zazangian, de la firme française CDC Innovation. C'est là un type de financement dont l'importance va en s'accroissant dans une économie de l'immatériel et de services, qui a comme caractéristique l'incertitude, où les actifs sont pour la plupart intangibles et la vitesse des changements ne cesse d'augmenter.

«La fenêtre d'opportunité semble se réduire constamment», note Bernard Hamel, de GTI Capital. Comme le veut la règle, les possibilités de rendements croissent proportionnellement au degré de risque. D'où l'attrait que peut avoir, dans la frénésie technologique actuelle, ce type d'investissement.

En matière de capital de risque, comme en plusieurs autres domaines (quiconque a assisté aux Entretiens, où la comparaison est reine, l'aura remarqué), le Québec revendique un modèle particulier. Pierre Pharand, de Sofinov, la filiale de la Caisse de dépôt et placement spécialisée dans ce type de placement, dit sans ambages que sur cet aspect «le Québec est résolument américain, dans la mesure où l'on accepte de passer outre au grand principe catholique selon lequel on ne devrait pas s'enrichir. Au contraire, on veut s'enrichir, c'est tout l'effet du Québec inc.» Sofinov gère un actif de 542 M \$.

«Vous êtes beaucoup plus humains que les Américains», fait cependant remarquer Pierre Michaud de l'Anvar (Agence française de l'innovation), dans la

somptueuse salle de la Chambre de commerce de Lyon, place de la Bourse, où se tient le Carrefour. Opinion que Pierre Pharand reprend sans se faire prier: «Oui, on peut dire qu'on est moins cyniques, plus humains, on retire nos billes moins rapidement que les Américains. On a surtout le courage d'appuyer nos entreprises quand les résultats se font attendre. Nous sommes moins agressifs avec les entrepreneurs, parce que c'est avec eux que nous allons bâtir.»

M. Pharand fait remarquer que contrairement à la plupart des investisseurs américains, Sofinov, comme filiale de la Caisse de dépôt, a une préoccupation bien particulière pour les entreprises d'ici, cherchant à leur offrir un soutien. «C'est même un de nos critères: il faut que l'entrepreneur soit prêt à accepter que Sofinov lui prodigue des conseils. C'est ce qu'on appelle le capital interactif.»

Selon Bernard Hamel, de GTI Capital, s'il y a indéniablement une américanité du Québec dans l'investissement, des différences avec le reste du continent ne sont pas à négliger. Pour lui, les Québécois gardent davantage la tête froide que les Américains: «Aux États-Unis, les tendances, la frénésie entourant un produit, un secteur, ont une grande importance. Au Québec, parce qu'on sait que l'entreprise va connaître des hauts et des bas, que les modes vont passer, on va tenter de bâtir des fondements durables à l'entreprise plutôt que de se borner à surfer sur une vague.»

La structure et la taille de l'économie y sont pour quelque chose, concède M. Hamel, mais il y a selon lui une culture de l'investissement particulière à l'est de l'Amérique du Nord. «À l'Ouest, on est beaucoup plus spéculatif.»



Pierre Pharand, de Sofinov, filiale de la Caisse de dépôt et placement spécialisée dans le capital de risque.

ANTOINE ROBITAILLE

Encore plus à l'Est, «on prend conscience du retard que le continent européen tout entier et la France en particulier, ont en matière de capital de risque», confie Denis Champenois, directeur général de la filiale Innovacom de France Télécom. Les carences des sociétés de capital de risque françaises seraient le peu de disponibilité à prendre des risques et la tendance à prendre «trop de temps à bouger». Selon M. Champenois, «en France, on cherche trop souvent encore le génial inventeur», alors que la priorité devrait être davantage de «développer le marketing».

Probablement parce que «les Québécois sont dans le capital de risque depuis plus longtemps que les Français», comme le fait remarquer Pierre Pharand, le langage varie aussi, et de manière révélatrice. Bernard Hamel: «Les Français utilisent le mot patrimoine, alors que nous, on parle d'actif. Il me semble que les actifs, c'est vendable. On peut transiger des actifs. Du patrimoine, on dirait que ça fait mal au cœur de s'en départir!», ironise-t-il avant d'ajouter que la monnaie unique européenne, en décloisonnant les pays, ferait peut-être tomber certains vieux concepts.

Agissant souvent comme éclairer pour GTI en Europe, Denis Champenois ne voit toutefois pas tellement de différence entre les États-Unis et le Québec en matière de capital de risque. «Être humain, ça voudrait dire qu'on accorde une deuxième et troisième chances quand ce qui a été annoncé ne se réalise pas. Or c'est rarement ce qui se produit au Québec, et encore moins en France.» Pour M. Champenois, qui est souvent amené à investir en Californie, c'est dans ce pays de l'innovation que l'on accorde

de des sursis. «En Europe, si on rate la phase de démarrage, le projet tombe à l'eau, puisqu'on n'a souvent pas sous la main les personnes compétentes pour relancer les choses.»

Plus humain, le Québec? Le Québécois Michel Chioni, de la firme Acme Multimédia, a cherché à mettre en relief un certain décalage entre le discours des sociétés d'investissement et la réalité. En regardant les représentants de Sofinov, M. Chioni a raconté son expérience qui révèle selon lui que les investisseurs québécois sont encore trop peu portés à prendre des risques.

Pour M. Chioni, au Québec, les professionnels de l'investissement ont «rarement été des entrepreneurs». Le résultat: le rapport qu'ils ont avec l'entrepreneur s'apparente à celui de banquiers. «Et quand vous négociez des conventions d'actionnaires, vous négociez fort!», dit M. Chioni en déplorant que dans le domaine du capital de risque au Québec, les investisseurs cherchent trop souvent à se munir à la fois «de bretelles et de ceintures». D'autres entrepreneurs présents, comme Francis Malka, de Semantix, ont toutefois désiré contrebalancer les propos de Michel Chioni en affirmant que les investisseurs québécois avaient le mérite d'appuyer et de conseiller les entreprises dans lesquelles ils investissent.

Echanges Québec-Rhône-Alpes? Certes, mais comme dans toutes les activités des Entretiens, la discussion a aussi lieu entre Québécois. Et pour plusieurs, c'est un des aspects les plus intéressants. Pierre Vincent, de Viasat géo-technologie, une des entreprises invitées par les organisateurs à Lyon, faisait remarquer: «Comment pourrais-je avoir l'occasion, à Montréal, de converser aussi longtemps avec le président du conseil d'Hydro-Québec?»

Le site du carrefour est encore actif pour quelque temps: <http://www.carrefourtechno.org>



Jacques Ménard (au centre), président du conseil d'administration d'Hydro-Québec

ANTOINE ROBITAILLE

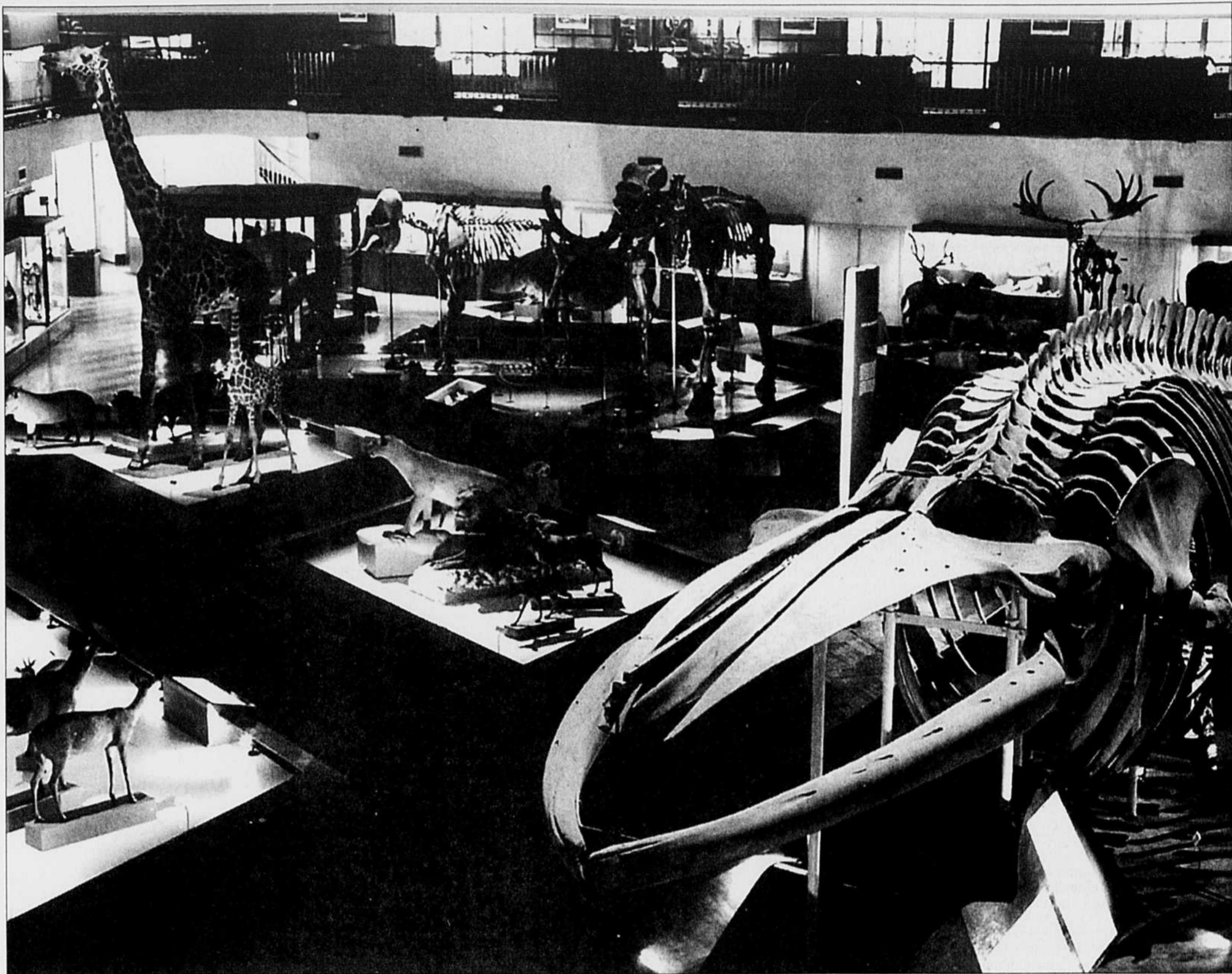
L'Université de Montréal,
partenaire du Centre Jacques Cartier et hôte
des Entretiens de l'an 2000



Université
de Montréal

www.umontreal.ca

♦ ENTRETIENS JACQUES CARTIER ♦



La nouvelle formule du Musée d'histoire naturelle de Lyon devra beaucoup aux suggestions de Roland Arpin et Michel Côté, du Musée de la civilisation de Québec.

Un modèle québécois de muséologie adopté à Lyon

Depuis cinq ans, les expériences muséologiques québécoises intéressent beaucoup les Français

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

L'hebdomadaire *Lyon Capitale* titrait, le 2 décembre, «Musée: Lyon importe le modèle québécois». Depuis cinq ans en effet, les expériences muséologiques québécoises intéressent beaucoup les responsables français de ce domaine culturel. Des partenariats et des échanges d'expertise ont notamment été conclus avec le Musée de Pointe-à-Callière, et le Musée archéologique de Saint-Romain-en-Gal a importé plusieurs techniques et concepts de cet équipement de la région de Montréal. Ce dernier connaît actuellement un grand succès.

Ceux qui aiment la notion de «modèle québécois» ont été bien servis aux Entretiens Jacques Cartier, en 1998. En effet, dans plusieurs secteurs abordés lors des Entretiens, le modèle québécois se classe très bien à des yeux français.

Il fallait lire les propos du maire de Lyon, Raymond Barre, rapportés dans l'édition du *Progrès* du 8 décembre à propos des nouvelles technologies: «Un terrain où l'on constate que la province de Québec a su se donner les moyens de faire la course en tête». M. Barre, dans un discours au Carrefour technologique France-Québec, a aussi fustigé «un certain nombre d'attitudes françaises qui constituent autant de freins pour le développement». Comparant cette filiosité avec l'expérience du Québec, Barre a affirmé y voir que «le maintien d'une identité forte peut se conjuguer avec l'adaptation des hommes et des structures au monde moderne».

On pourrait citer des déclarations comparables, tenues lors des colloques consacrés au mécénat, à la

toxicomanie, aux commandes publiques et à l'identité, où un «modèle québécois», parfois idéalisé, avouons-le, a été invoqué.

Certes, on ne porte pas à tout coup aux nues les expériences et pratiques québécoises. Mais certaines font figure de véritables exemples que l'on consulte et dont on veut s'inspirer. Aux Entretiens 1998, l'exemple le plus éclatant se situait dans le domaine de la muséologie.

Aussi, quand le Conseil général du département du Rhône a décidé de rénover le plus ancien des musées lyonnais, le Musée d'histoire naturelle, qui a porté plusieurs noms depuis sa création en 1772 (musée des bêtes, musée Guimet, etc.), le réflexe des conservateurs et responsables locaux a été de se tourner vers les têtes pensantes du Musée de la civilisation de Québec, qui vient de souffler ses dix bougies: Roland Arpin, directeur général, et Michel Côté, directeur des expositions et des relations internationales. Tous deux furent baptisés «parrains québécois du futur Musée de Lyon» par le journal *Le Progrès*, qui parla en termes élogieux de ce «lieu de diffusion de la culture» qui reçoit quelque 500 000 visiteurs annuellement.

Une journée intensive des Entretiens Jacques Cartier a donc été consacrée à l'examen, par une quarantaine de spécialistes, d'une approche conceptuelle développée par les deux Québécois à la suite d'une mission à Lyon en février 1997.

«Nous n'avons pas hésité à opter pour l'audace en proposant une approche très originale», déclare Michel Côté. Il explique par exemple que dans un monde où les informations pullulent, le rôle du musée doit être ajusté. Le succès du Musée de la civilisation en est pour lui, en quelque sorte, une preuve. Dans

un tel contexte, ce qui reste d'original au Musée, c'est, aux dires de M. Côté, «le contact direct avec un environnement et de ce contact, naît une nouvelle sensibilité, un intérêt qui peut et devrait se poursuivre ailleurs, par exemple par la lecture.»

Le Musée, comme lieu de contact direct. Mais aussi comme lieu de débat et de questionnement, voire de formation continue et d'éducation populaire. «Nous avons proposé», explique Michel Côté, «que ce nouveau musée, qui disposera d'une collection diversifiée, ethnographique et de science naturelle, table sur des interrogations et inquiétudes contemporaines comme la bioéthique, ce qui serait assez inédit et un domaine dans lequel Lyon pourrait devenir un leader mondial.»

Une sorte de «Science Center», donc, à la torontoise? Surtout pas, répond M. Côté, qui suggère au contraire d'éviter le concept des «petits boutons qu'on pousse, en ignorant tout des processus déclenchés et en ne s'attendant qu'au résultat. Il faut intégrer une réflexion plus large. Les musées de sciences ont parfois tendance à oublier la société», dit-il.

Un des premiers problèmes que les deux experts ont pu constater au Musée d'histoire naturelle est celui des collections, qui occupaient toute la place et n'en laissaient presque pas aux activités de diffusion. «Le musée d'aujourd'hui ne peut plus être un conservatoire; il est devenu un lieu miroir, un lieu de réflexion et un lieu d'échange.» Ainsi, selon MM. Côté et Arpin, un thème ne doit plus être traité d'une seule façon, c'est-à-dire par l'exposition. L'institution doit tenter d'entrer en contact avec les publics par plusieurs canaux, tels des débats publics, des conférences. «Le musée est de plus en plus un véritable centre culturel. C'est un service

d'action culturelle, un service pédagogique, un service d'information et un lieu de communication.»

Pour attirer le public, les experts québécois ont aussi recommandé d'augmenter les expositions temporaires, qui «multiplient les occasions de visite». Principe auquel le Conseil général du Rhône, qui gèrera la future institution, a d'emblée adhéré, annonçant que 85 % de l'espace serait occupé par des collections temporaires. «En renouvelant constamment la programmation, on favorise le développement des publics», indique Côté, qui suggère, pour élargir le bassin d'expositions possibles, que le nouveau musée de Lyon mise sur les partenariats avec d'autres lieux, notamment d'autres musées, mais aussi des lieux économiques et patrimoniaux. (Michel Côté a déjà mis en pratique ce principe au profit de son propre musée, en signant une entente qui permettra l'échange d'une collection et donc la venue d'une exposition tirée de la collection du Musée d'histoire naturelle de Lyon.)

Fort de ces propositions et du débat qu'il a soulevé, un comité de pilotage s'est mis en branle et un appel de candidatures international a été fait pour le recrutement d'un chef de projet. On prévoit que le Musée ouvrira ses portes en 2003.

Reste à trouver le nom de l'institution, ce qui, pour l'instant, reste très indéterminé. Roland Arpin et Michel Côté ont proposé *Musée des sciences, des techniques et de la société*. On jongle pour l'instant avec les mots «équipement», «centre». Chose certaine, le «muséum», qui faisait un peu poussiéreux, a été écarté.

Musée de la civilisation? Michel Côté proteste: «Non, Lyon doit inventer son propre modèle et ne surtout pas nous copier.»

Vers la citoyenneté européenne

La citoyenneté européenne serait-elle celle dont rêvent les Québécois?

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

La citoyenneté européenne est devenue une réalité avec le traité de Maastricht, mais mènera-t-elle à une véritable identité européenne?

L'interrogation fait partie de ces questions dont l'énoncé constitue le passe-temps favori des membres d'une étrange secte. Universitaires pour la plupart, ceux-ci se réunissent plusieurs fois par année dans les lieux les plus divers où ils s'amuse à décortiquer le modèle européen et à le comparer au fédéralisme belge, allemand ou canadien.

L'exercice en vaut pourtant la peine, puisqu'il permet de comprendre l'étonnante évolution que représente la création par le traité de Maastricht d'une véritable citoyenneté européenne.

Une citoyenneté de superposition

Cette citoyenneté est d'un type tout à fait original et nouveau, explique le député européen Jean-Louis Bourlangue. En effet, pour être citoyen européen il faut d'abord et avant tout être citoyen d'un Etat membre de l'Union. Il n'y a pas d'autre porte d'entrée.

L'Europe n'a pas le pouvoir de définir quels individus en feront partie et est de ce point de vue entièrement dépendante des Etats membres. C'est ce que le constitutionnaliste québécois Jacques-Yvan Morin nomme «une citoyenneté de superposition», dans la mesure où elle ne remet pas en cause le rapport qui unit d'abord et avant tout les Français, les Allemands, les Espagnols, etc. à leur Etat national. «Il n'y a pas de peuple européen, il y a des peuples européens», confirme Jean-Louis Bourlangue.

«Le citoyen européen est moins titulaire de droits fondamentaux que béné-

ficiare d'avantages, ajoute-t-il. Nous avons une Europe des particuliers, des consommateurs, des producteurs, des agriculteurs, des étudiants.» Mais d'Europe des citoyens, point!

Comment expliquer cette singularité qui fait que l'Europe n'est, selon les termes de Jean-Louis Bourlangue, «ni un Etat fédéral, ni une nation fédérative, ni une confédération, ni une société des nations». Le député en voit la source dans la création même de l'Union, autrefois Communauté économique européenne (CEE), destinée d'abord et avant tout «à introduire entre les Etats un pacte civil visant à faire en sorte qu'ils cessent d'être des loups entre eux, pour utiliser les mots de Hobbes. [...] La construction est faite de cubes qui sont d'abord les Etats et non pas les citoyens.»

L'Europe a bien un parlement. Mais, celui-ci n'est qu'un partenaire du Conseil européen, où sont repré-

sentés les Etats et qui conserve le véritable pouvoir décisionnel. «L'Assemblée européenne n'est qu'une fenêtre ouverte pour la symétrie», dit Bourlangue. Les députés européens élus sur une circonscription unique sont en apesanteur. «Élus par tout le monde, ils ne sont élus par personne.»

La citoyenneté européenne serait donc, selon lui, «un lent processus» qui mène à «une difficile émergence». Partisan du développement d'une telle citoyenneté, le député en prend néanmoins son parti et souligne qu'il faut prendre l'Europe pour ce qu'elle est. Elle ne ressemble à aucune autre forme connue.»

Ce point de vue est partagé par Robert Kovar, professeur à l'université Robert Schumann de Strasbourg. «La citoyenneté européenne intrigue, dérange justement à cause de sa singularité», dit-il. Elle est selon lui «une citoyenneté inversée, subordonnée et inachevée

[...]. La citoyenneté de l'Union complète la citoyenneté nationale, elle ne la remplace pas.»

Pas pour demain

Pour expliquer le cas européen, Kovar distingue citoyenneté et nationalité, deux concepts souvent confondus et qui se superposent souvent (en particulier aux Etats-Unis et en France). Il y aurait donc selon lui une citoyenneté européenne, mais pas de nationalité.

Kovar rejoint ici le propos de Jacques-Yvan Morin qui estime que «la nationalité relève avant tout du droit international: elle exprime juridiquement le lien de rattachement entre une personne physique et un Etat.» Elle est une et indivisible. Quant à la citoyenneté, elle désigne «la capacité juridique d'une personne de participer à l'exercice du pouvoir par le droit de suffrage et l'éligibilité aux fonctions publiques». Elle peut se partager en différents paliers de gouvernement.

La citoyenneté européenne annon-

cerait-elle une nationalité européenne, se demande le constitutionnaliste? Chose certaine, estime Jacques-Yvan Morin, «bien des étapes restent à franchir sur le chemin qui va de la citoyenneté de superposition à la nationalité commune. Le droit ne peut dicter ce résultat: il ne peut que prendre acte de l'évolution des économies, des cultures politiques et des valeurs communes.»

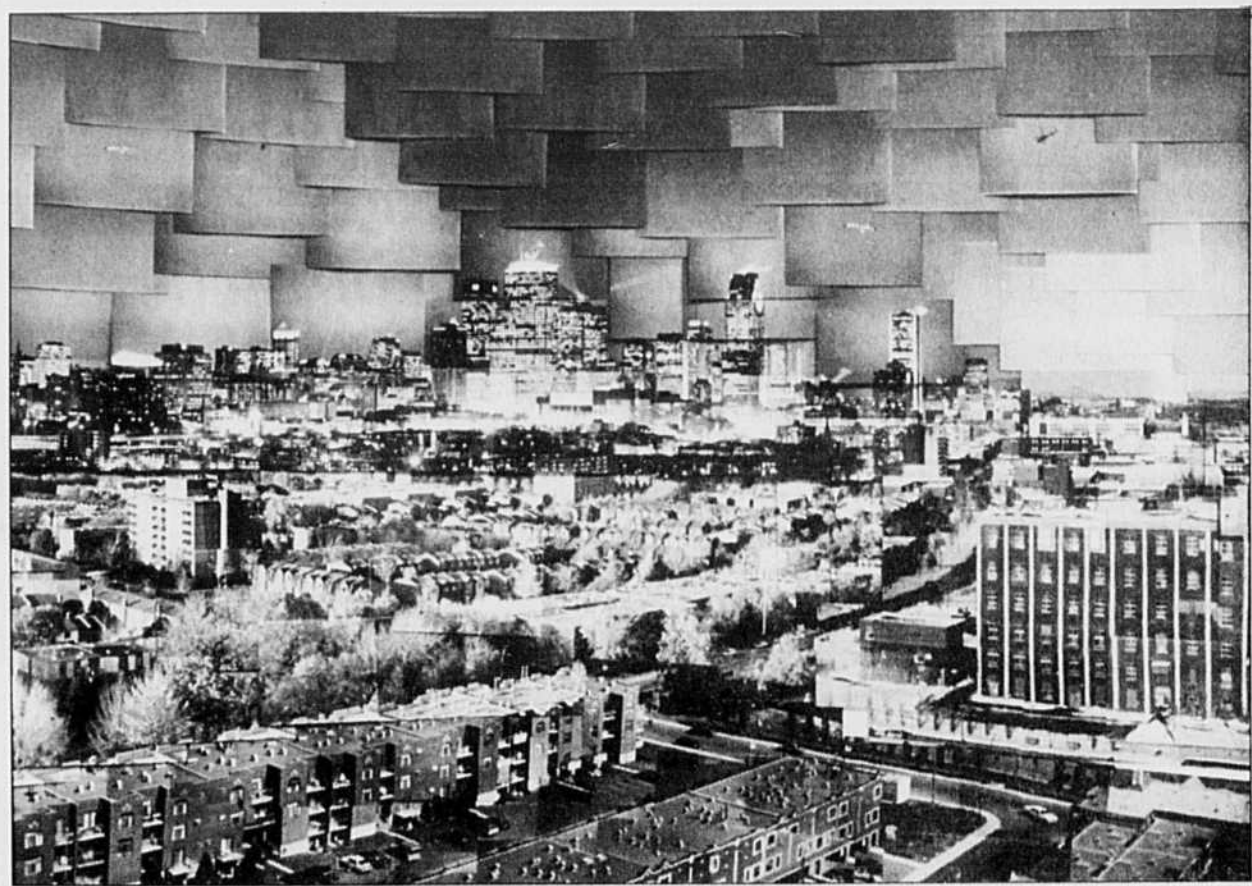
Tous en conviennent, la nationalité européenne n'est probablement pas pour demain. D'autant plus qu'au XXI^e siècle les fédérations sont tenues de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qu'elles n'ont pas toujours fait. Le constitutionnaliste, qui est aussi un ancien ministre du Parti québécois, en profite d'ailleurs pour décocher quelques flèches au fédéralisme dont, dit-il, il n'est pas écrit dans le ciel qu'il aille «dans le sens de l'histoire»: «Il n'y a pas que l'Europe qui puisse s'inspirer des fédéralismes. Bien des Etats fédéraux gagneraient à s'inspirer de l'expérience européenne.»

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •



WILLIAM NOTMAN

En 1896, William Notman composait à l'aide de neuf clichés ce panorama unique de Montréal illustrant l'industrialisation galopante qui avait fait de la métropole la capitale industrielle du pays (Archives photographiques Notman, Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal).



ANDRÉ CORNELIER © 1996

Pendant toute l'année 1996, avec un zoom de 300 mm, André Cornéliier a pris 5000 photographies de Montréal illustrant les saisons, la population, l'animation des rues, les constructions en cours. Il achève aujourd'hui d'assembler les 1500 photos qui composeront la maquette de la murale.

Montréal à 360 degrés

Cent ans après William Notman, le photographe André Cornéliier recrée la métropole québécoise en images

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

À cœur de la Petite Bourgogne, le studio du photographe André Cornéliier est coupé en deux par un rideau de plusieurs mètres de long. Chaque fois qu'il reçoit un modèle, André Cornéliier le tire soigneusement. Seuls les intimes peuvent voir le projet que le photographe bien connu des milieux de la publicité québécoise caresse depuis maintenant six ans.

Celui qui jette un coup d'œil derrière la tenture découvre une gigantesque murale de dix mètres de long par deux mètres de haut, qui sera bientôt composée de 1500 photographies de Montréal prises pendant une année entière.

Mégalomane, André Cornéliier? Il faut l'être un peu pour se lancer dans un projet aussi grandiose. Un projet que le photographe gardait pour lui avant de le révéler en décembre aux Entretiens Jacques Cartier, à Lyon.

Cornéliier admirait depuis longtemps la vue à 360 degrés qu'avait prise de Montréal William Notman en 1896. En neuf clichés, le grand photographe du siècle dernier offrait un panorama unique de Montréal illustrant l'industrialisation galopante qui avait fait de la métropole la capitale industrielle du pays.

Panorama d'une ville, l'œuvre de Notman aujourd'hui au Musée McCord est aussi le portrait d'une époque. À San Francisco, Edward Muybridge avait fait la même chose au début du siècle. En 1990, le photographe Mark Klett avait eu l'idée de recréer une représentation à 360 degrés de San Francisco, de l'endroit précis où Muybridge s'était posté plusieurs dizaines d'années plus tôt.

Il n'en fallait pas plus pour qu'André Cornéliier rêve de reproduire le geste de William Notman, un siècle plus tard exactement. Il s'est attelé à la tâche dès 1992. En attendant l'année du centenaire, il a exploré tous les recoins de la ville. La tour d'ou Notman avait pris ses clichés avait été détruite. Dans le même quartier du sud-ouest de Montréal, Cornéliier a déniché un nouveau point de vue qui ne diffère pas trop du précédent. Pendant toute l'année 1996, il s'y est rendu chaque jour. En un an, avec un zoom de 300 mm, il a ainsi amassé 5000 photographies de Montréal illustrant toutes les saisons, mais aussi sa population, l'animation de ses rues, les constructions en cours. Bref, tout ce qui fait la vie d'une métropole.

André Cornéliier est un drogué au monoxyde de carbone. La dernière fois qu'il est allé à la campagne, il est revenu en courant après quelques heures. Trop d'air frais lui fait tourner la tête! Ses fins de semaines,

il les passe à New York et ses vacances à Tokyo. «Le stress de la ville est une très bonne chose, dit-il. C'est ce qui nous pousse à aller plus loin.»

Après avoir remis trois fois son ouvrage sur le métier, il achève aujourd'hui d'assembler les 1500 photos qui composeront la maquette de la murale. Celle-ci aura la forme de gigantesques lèvres. Il s'agit d'un clin d'œil au fameux montage du photographe américain Man Ray où des lèvres surplombent la ville.

«Je voulais raconter une histoire et montrer comment la ville n'est pas statique, dit Cornéliier. J'ai voulu illustrer comment les habitants de Montréal trouvent eux-mêmes les solutions à leurs problèmes. C'est ça une ville: des gens qui trouvent des solutions à leurs propres problèmes.»

Contrairement à Notman qui s'intéressait surtout aux immeubles et aux usines, Cornéliier a mis l'accent sur ceux qui habitent la ville. Lorsqu'on parcourt la murale — qui dans sa forme définitive aura 20 mètres de long par quatre de haut —, on découvre des centaines de personnes qui sortent des maisons, jouent dans les parcs, conduisent leur voiture, etc. En superposant des photos des mêmes lieux prises à différents moments, Cornéliier aime dire qu'il a «fait se rencontrer des gens qui ne se sont jamais vus». Les saisons aussi se rencontrent puisque la mosaïque

illustre aussi bien l'hiver que l'automne, l'été et le printemps.

Le montage des prises de vue du ciel, explique-t-il, est un travail complètement abstrait. Il s'agit de jouer avec les couleurs et les teintes exactement comme le ferait un peintre. Cornéliier ne se gêne pas pour faire des retouches. Au début, il voulait utiliser à la fois la couleur et le noir et blanc. Il a finalement choisi le noir et blanc. Le seul tirage des 1500 photos de la maquette a demandé un an. La version finale exigera au moins autant de travail.

André Cornéliier est pour ainsi dire fasciné par le temps qui passe. Il suit depuis cinq ans la danseuse Louise Lecavalier et compte le faire pendant encore cinq ans. «Je fais avec elle ce que j'ai fait avec Montréal pendant un an.»

Il est en pourparler avec le musée McCord et le Centre canadien d'architecture qui pourraient être intéressés par son œuvre. «Dans un siècle, dit-il, peut-être qu'un photographe verra réaliser un nouveau panorama de Montréal. Il le fera à sa façon, avec les moyens de son époque. Ce sera peut-être des photographies à trois dimensions. Peut-être qu'en appuyant sur une maison, un film nous en fera voir l'intérieur et les gens qui y vivent. Moi, je souhaite simplement qu'après avoir vu ma murale, les Montréalais ne voient plus jamais leur ville de la même façon.»

La ville imaginaire

Mieux que dans les monuments, la vie des villes s'exprime dans les murales populaires et les graffiti. Tellement que la publicité tente elle aussi de faire «spontané»...

CHRISTIAN RIOUX
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

«La ville est assoiffée d'art», dit un habitant de Los Angeles dans *Mur, Murs*, un film tourné par Agnès Varda en 1980 sur les immenses peintures murales qui décorent les quartiers est de la mégapole américaine. Dix-huit ans plus tard, l'auteur de *Cléo de 5 à 7* est toujours aussi convaincue que la ville est un immense réservoir d'art populaire souvent ignoré et méprisé.

Il suffit de se laisser bercer par les longs travellings de *Mur, Murs* dans les quartiers chicanos de Los Angeles pour s'en convaincre. Contrairement à tous ceux qui, architectes, urbanistes, planificateurs ou designers, veulent mettre de l'ordre dans l'anarchie urbaine, en faire du beau, du gentil et du bien rangé, Agnès Varda fait partie de ceux qui cherchent plutôt à mettre en valeur cet art spontané que produit chaque jour la vie urbaine.

«Un jour, dit-elle, je m'emmerdais à Los Angeles et j'ai vu ces murales. Alors, j'ai commencé une enquête. Il m'a fallu des mois pour retrouver les auteurs. [...] Le système de l'art est

fondé sur l'argent. Or, ces peintures, souvent fascinantes, sont faites par des inconnus pour presque rien. Parfois on leur a simplement prêté un échafaudage. Certaines sont faites pour râler, d'autres pour faire beau. Je me souviens d'un Christ peint en jeans. Toutes sont sous-estimées car ce n'est pas la ville mise en scène, ce n'est pas de l'architecture, mais tout simplement la ville qui s'exprime.»

La pub graffiti

On se plaint souvent de la publicité qui couvre nos murs. Mais se souvient-on des allures de salon portuaire des villes de l'ancien bloc de l'est où l'affichage était la plupart du temps interdit? Les murales, les graffiti et tout cet art spontané font aujourd'hui partie de notre environnement. Tellement que la publicité s'est depuis peu emparée des graffiti et des murales. Combien de grandes peintures sur les murs de nos villes ou de faux graffiti qui portent en petit dans un coin le logo de Nike ou de Pepsi Cola, histoire de faire croire qu'il s'agit d'art sauvage.

La cinéaste française se souvient des mois de tournage dans East L.A. Les gangs chicanos l'avaient à l'œil sans jamais l'importuner. Jusqu'au jour où, plutôt que de filmer une murale, elle filma un mur rempli de graffiti. «Les murales, c'était beau. Mais les graffiti, c'était dégoûtant. Ils avaient honte. Il a fallu leur expliquer que tous ces noms, ces mots griffonnés, c'était beau. Que ça avait une grande valeur. Alors les nous ont aidé à transporter les



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour la cinéaste Agnès Varda, la ville est un immense réservoir d'art populaire souvent ignoré et méprisé.

caisses et sont venu boire une bière avec nous.»

Agnès Varda ne le cache pas, elle a un petit faible pour les taggeurs. «Je

pense que les taggeurs s'expriment, mais qu'ils veulent aussi emmerder. Il y a une révolte contre la propriété dans le tag. En même temps, il y a une vérité.

Je ne trouve pas ça dérangeant qu'on écrive son nom partout. Il y a là quelque chose qui échappe aux gens sérieux des mairies, aux urbanistes et aux

architectes. C'est la vie des villes. Le portrait de la ville et de ses angoisses.»

La ville miroir

Pour la cinéaste, cet art éphémère est un témoignage. «Moi aussi mon film est éphémère. Jean-Luc Godard disait: "Il y a plein de gens prêts à vivre leur vie, mais pas toujours à la représenter". J'aime l'idée de la représentation et de la pagaille dans la ville. Les gens redécorent tout le temps. Ils vivent dans l'idée que ça ne va pas durer. Cela fait très peu de temps que l'on protège les immeubles. Moi, je suis plus intéressée par les gens que par les toits.»

Cette passion pour la ville n'est pas nouvelle. En 1975, Agnès Varda a tourné *Daguerréotypes*, un film sur la rue où elle habite, à Paris: la petite rue Daguerre à deux pas de Montparnasse. On lui a souvent demandé si elle avait fait modifier les façades pour tourner les longues randonnées parisiennes de *Cléo de 5 à 7*. Pas du tout. «On se voit dans la ville. Les personnages de fiction utilisent la ville comme un miroir. Les murales, c'est la même chose. Elles montrent le désir de durer et d'exister.»

Lors de son enquête à Los Angeles, Agnès Varda avait découvert que les musées ne s'étaient jamais intéressés à cet art populaire. Certains des muralistes qu'elle a connus sont devenus des artistes connus. «Ceux que je considérais comme les meilleurs, dit-elle, sont demeurés inconnus. Leur révolte était trop forte, trop cachée.» Parce que l'art est souvent là où on ne l'attend le moins.

Il y a des relations qui mènent loin.

<http://www.lacaisse.com/>

CAISSE
DE DÉPÔT
ET PLACEMENT
DU QUÉBEC

Le capital actif des Québécois

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

L'impasse de la répression

Aux États-Unis, 25 % des détenus sont incarcérés pour des infractions reliées aux stupéfiants

ANTOINE ROBITAILLE
ENVOYÉ DU DEVOIR À LYON

La prohibition et la répression ont montré leurs limites en matière de gestion de la toxicomanie. S'il est un consensus des deux côtés de l'Atlantique, c'est bien celui-là.

Marie Villez, présidente de l'ANIT (Association nationale des intervenants en toxicomanie, en France), le disait en introduction du colloque intitulé *Toxicomanies, les réponses de la loi*, dans le cadre des Entretiens du Centre Jacques Cartier: «De nombreuses études françaises, européennes, nord-américaines montrent l'échec de la répression dans ce secteur.»

Mme Villez fait référence notamment à Raymond Kendall, secrétaire général d'Interpol, observateur privilégié de ce phénomène depuis vingt ans, «qui ne cesse de dénoncer le déséquilibre important entre les moyens alloués à la répression et la réduction de la demande». Bref, en matière de drogue, on interviendrait trop tard, en aval, alors qu'il faudrait travailler en amont. Or, selon les estimations de M. Kendall, la réduction de la demande est quinze fois plus efficace que la répression. «En France», ajoute Mme Villez, «une étude a montré que 80 % du budget de la toxicomanie, soit cinq millions de francs, est investi dans la répression.»

Selon Serge Brochu, directeur du Centre international de criminologie comparée à l'Université de Montréal, la guerre aux drogues se fonde sur le postulat que «l'élimination du produit serait suffisante pour faire disparaître le problème». Résultat, une débauche de répression. «En juin 1995, on estimait, aux États-Unis, que 388 000 personnes étaient incarcérées pour des infractions reliées aux stupéfiants, soit environ 25 % de toute la population carcérale.»

Alors pourquoi poursuivre dans ces voies? N'y a-t-il pas d'autres façons de réduire les coûts sociaux et individuels des drogues?

Surtout que partout semble se dessiner un mouvement de généralisation de certaines drogues, le cannabis en tout premier lieu. Alors que le col-

loque s'ouvrait, plusieurs participants avaient vu et consulté l'édition de *l'Événement du jeudi*, qui révélait les résultats d'un sondage sur la consommation du cannabis. Pour l'illustrer, en page couverture, une dizaine de consommateurs de cannabis fumant impunément un joint.

«Quand une loi n'est plus respectée à ce point, on doit se demander si elle n'est pas devenue caduque», affirme Nicole Gery, secrétaire générale de l'ANIT. Le magazine révélait notamment que 30 % des Français pensent que le cannabis est moins dangereux que le tabac et qu'en moins de dix ans, le nombre des saisies est passé de 1600 plants à plus de 38 000. Sept à huit millions de Français auraient essayé de fumer un «petard»; deux millions fumeraient régulièrement. Aussi, on estime que la consommation de cannabis ne cesse d'augmenter en France. Elle aurait fait un bond de 30 % en 1997. L'usage du cannabis touche maintenant tous les milieux, alors que jadis, seuls les jeunes et certaines catégories de population défavorisées en faisaient usage.

Au Canada, Serge Brochu révèle que, malgré une baisse générale de la criminalité d'environ 19 %, le nombre d'infractions aux lois fédérales sur les drogues est en hausse d'environ 35 % depuis 1991. Les infractions reliées au cannabis, par exemple, ont crû de 95 %, la possession simple de cette substance de 90 % et sa culture... de 350 %. M. Brochu s'interroge: «Cette statistique révèle sans doute une réelle croissance mais est aussi le fait d'une plus grande mobilisation policière.»

Certes, les solutions de remplacement existent. Et un débat sur la dépénalisation des drogues semble vouloir décoller un peu partout en Occident. Les Suisses se sont récemment questionnés par référendum sur l'opportunité de dépénaliser toutes les drogues et se sont déclarés, dans une grande proportion, opposés à une telle mesure. Les Québécois avaient l'option de voter, lors des dernières élections provinciales, pour un petit parti, le Bloc Pot, dont la plateforme politique se réduisait essentiellement à la question de la légalisation du can-



Les lois concernant la consommation de cannabis sont de moins en moins respectées à travers le monde.

nabis. En France, c'est le militant et homme politique Danny Cohn-Bendit, ancien soixante-huitard flamboyant, qui réclame maintenant une dépénalisation des drogues. Il n'a de cesse de mettre au défi Bernard Kouchner, son ancien compagnon d'armes de 68, maintenant ministre

de la Santé, de se mouiller sur la question. Il y a 22 ans, Kouchner avait signé «l'Appel du 18 joints», une pétition qui exigeait cette mesure.

Mais il semble bien que le gouvernement français ne soit pas intéressé à soulever la question. D'abord, peu de Français semblent en faveur de la

légalisation. Il y a ensuite, explique Mme Villez, «la peur de la gauche de voir ce thème de la dépénalisation récupéré par l'extrême droite, qui aime les discours rigides du type loi et ordre.»

Tous les participants questionnés au colloque se sont ouvertement prononcés en faveur d'une légalisation. Mais on avoue qu'il y a des problèmes pratiques: nul pays n'est une île, et surtout pas dans l'Union européenne. Michel Landry, directeur des services professionnels au Centre Dollard-Cormier, favorable à la légalisation, se dit toutefois sensible aux problèmes des pays qui ont opté pour plus de tolérance, comme la Hollande ou la Suisse: ceux-ci se voient confrontés à la croissance d'un narcotourisme attirant des personnes criminalisées venues non seulement consommer, mais trafiquer des drogues.

Dépénaliser, légaliser, oui, mais les problèmes de toxicomanie et les solutions à y apporter semblent plus complexes que les slogans, si l'on se fie à l'opinion des experts québécois et français, chez qui, notons-le, les réflexions théoriques reposent sur des expériences pratiques.

Pour Nicole Gery, il semble nécessaire de reformuler le problème: «Pourquoi les choses devraient-elles toujours être posées en termes totalitaires? En tout ou rien? En prohibition ou légalisation? Ne peut-on réfléchir à partir de risques tolérables pour une société? d'interdits compréhensibles par tous que nous donnons les moyens de faire respecter?»

Et c'est ici que la comparaison des expériences respectives, au Québec et en France, a semblé des plus profitables.

Serge Brochu révèle que le modèle français, répressif sur papier, un peu plus souple dans la réalité, pourrait inspirer les intervenants québécois en matière pénale. Il affirme d'ailleurs que la majorité des intervenants pénaux (juges, agents de probation, procureurs de la Couronne, avocats de la défense) rencontrés lors d'une enquête récente «souhaitent des modifications législatives pour contraindre les individus à suivre un traitement», ce

qu'on nomme en France «l'injonction thérapeutique»; c'est-à-dire le droit, par le procureur, «de classer un dossier "sans suite" si le toxicomane accepte d'être soigné».

À l'inverse, qu'est-ce que la France pourrait apprendre du Québec? En bref, une façon plus globale d'aborder le problème de la toxicomanie. «Au Québec, on a une approche à la fois médicale et sociale. Ici, c'est nettement plus médical», estime Louise Gyon, coordonnatrice de recherche au Centre Dollard-Cormier. Aussi, les chercheurs ont remarqué qu'au Québec, on privilégie un traitement intégré, peu importe les substances consommées. Que ce soit l'alcool ou la cocaïne, la dépendance est traitée comme une dépendance. Au contraire, en France, Nicole Gery dit que la dépendance à l'alcool fait l'objet d'un réseau d'intervention et de soins complètement distinct des autres toxicomanies. Elle explique que, dans un pays où les producteurs viticoles constituent un groupe de pression très écouté, la tolérance à l'alcoolisme est plus grande et «le vin, par exemple, est souvent classé parmi les aliments».

Or, selon Michel Landry, traiter toutes les dépendances de la même façon, dans les mêmes lieux, n'est pas sans avantages. D'ailleurs, les pays occidentaux devraient, selon lui, s'inspirer de plus en plus de la façon dont ils ont appris, avec les siècles, à gérer la consommation de l'alcool.

Serge Brochu fait remarquer que «l'on ne pénalise plus la consommation de l'alcool comme jadis», l'exemple extrême étant la prohibition aux États-Unis. «On dirige les efforts sur le comportement inadéquat associé à cette consommation: heures d'ouverture des débits de boisson, aires de vente commerciale, et permis de vente.» Sans en faire un modèle complètement transférable à la gestion des autres drogues, les chercheurs font remarquer qu'il y a là des pistes intéressantes. «Nez rouge, ça va dans cet esprit», dit Michel Landry: «on ne vous interdit plus d'abuser de la substance, on ne réprime plus la consommation, on cherche à réduire les méfaits liés à celle-ci.»

Le cauchemar des déplacements urbains

Il y a trop de bagnoles. Illustration dramatique à Lyon pendant la semaine des Entretiens du Centre Jacques Cartier: les bouchons (non non, pas ces restaurants typiquement lyonnais). Les bouchons de circulation. Lyon est actuellement un chantier incroyable ou, sur plusieurs grandes artères, toutes les conduites essentielles (eau, gaz, etc.) sont en train d'être déplacées pour préparer la venue, au début du prochain siècle, d'une technologie de transport qui pourrait paraître dépassée: le tramway!

«C'est une tendance très importante dans plusieurs villes françaises de revenir au tramway, que l'on appelle parfois métro de surface», affirme Suzanne Maury-Silland, porte-parole du Syndicat de transport de l'agglomération lyonnaise (SYTRAL).

Une solution, évidemment, à la saturation du transport, à la pollution, à l'étalement urbain: à toutes les nuisances dues aux automobiles. Comment en sortir? Des intervenants français, américains, portugais, québécois et autres se sont penchés sur la question, la semaine dernière, lors du colloque *L'avenir des déplacements en ville*.

Plusieurs solutions ont été évoquées, du covoiturage (néologisme québécois, maintenant adopté par les Français) à la voiture de proximité, en passant par la location de voiture à court terme. «Chose certaine, aucune solution ne peut globalement régler tous les problèmes partout. Il faut tenir compte des cultures locales», fait remarquer Paul Y. Villeneuve, géographe de l'Université Laval spécialisé dans l'aménagement du territoire. «Un collègue portugais me disait par exemple que le rapport à la voiture est moins utilitaire chez lui qu'ici en France. La voiture est encore très importante dans le statut social.»

En Amérique du Nord et en Europe, les études démontrent que la vision de la voiture est plus utilitaire qu'avant. Et cela explique en partie l'augmentation de la taille de cet-

te voiture, que les consommateurs veulent de plus en plus polyvalente. C'est la cause du «Minivan Boom», pour reprendre l'expression du démographe torontois David Foot.

Bref, la part de marché des véhicules individuels, autos et camionnettes, n'a cessé d'augmenter, et l'objectif des planificateurs urbains est de gruger celle-ci. Mais ils mettent en garde les optimistes: il ne faut se faire aucune illusion. «Avec le tram, si nous réussissons à réduire la part de marché ne serait-ce que de 2 %, nous aurons atteint notre but», affirme Suzanne Maury-Silland, de SYTRAL.

«Il sera impossible de réduire la place de l'automobile si on ne fait rien pour en réduire les avantages», déclarait, en clôture du colloque,

Bruno Faivre d'Arzier, directeur à l'Institut national de recherche sur les transports.

Pour ce faire, il faudrait choisir entre la carotte et le bâton, autrement dit l'incitation et la coercition. En Amérique du Nord, il semble bien difficile d'imaginer toute mesure de coercition, et c'est un discours d'incitation qu'a d'ailleurs tenu Florence Junca-Adenot, présidente de l'Agence métropolitaine des transports de Montréal, au terme du colloque: «Il faut que ce soit agréable d'utiliser le transport en commun. Il faut que ce soit une expérience que l'on ait envie de renouveler», a-t-elle dit, se disant même prête à accepter éventuellement le principe des première et deuxième classes dans le transport en commun dans la région de Montréal. «Il faut tout faire pour attirer les gens.»

Mais en Europe, où les espaces urbains sont plus restreints, plus susceptibles d'être détruits par la voiture, on croit que l'incitation ne suffira pas longtemps: «Il faudra bien un jour que l'on se penche sur la méthode la plus efficace: les péages!», estime Odile Anda, du Laboratoire d'économie des transports de l'Université Lumière Lyon 2.

Antoine Robitaille

Nous avons l'énergie
pour vous connecter
sur l'avenir.

En naviguant à la crête
des nouvelles technologies,
Hydro-Québec inscrit la
recherche et l'innovation
au cœur même de sa
stratégie industrielle.
Branchée sur le 21^e siècle,
elle figure et configure
un avenir riche de défis et
de découvertes pour tous
les Québécois.

www.hydroquebec.com

Hydro
Québec

Une énergie nouvelle